

# L'HUMANITÉ



# rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,  
UNISSEZ-VOUS !*

1 F L'Humanité Rouge  
B.P. 365-02 ; Paris R.P.  
C.C.P. 30 226-72 ; LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE  
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME  
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

3<sup>e</sup> ANNEE N° 110  
1 - 14 JUILLET 1971

## POMPIDOU SUR LES TRACES DE THIERS

# ACTION UNIE CONTRE L'ÉTAT FASCISANT

Prétendant parler pour tous les Français, alors qu'il n'a été élu qu'avec moins de 35 % des voix du corps électoral grâce à un système institué pour tromper le peuple, c'est un Pompidou cynique et menaçant qui est passé sur les écrans de télévision. Il est apparu comme le chef de file de la fraction fascisante de la bourgeoisie qui comme il l'a dit lui-même ne craint pas de perdre son « auréole de libéralisme ».

En cette année du centenaire de la Commune de Paris, ses paroles nous ont rappelé celles du sanglant Thiers. Ce dernier disait : « Nos vaillants soldats se conduisent de manière à inspirer la plus haute estime », Pompidou, lui, déclare : « Je leur dis à toutes ces forces — gendarmes, C.R.S., policiers parisiens — mon estime et ma confiance... » Il est vrai que face au développement des luttes classe contre classe, à la montée de l'esprit révolutionnaire dans la classe ouvrière, la bourgeoisie a besoin de pouvoir compter totalement sur sa police pour réprimer les masses laborieuses en lutte « avec patience, avec fermeté et s'il le faut avec dureté ». Le sens de ces mots est clair et les cheminots en grève, contre qui le gouvernement a envoyé la police en de nombreux endroits, ont compris ce que cela veut dire.

Mais on comprend encore mieux lorsque Marcellin s'est fait quelques jours plus tôt le défenseur avoué des assassins versaillais de 1871, en déclarant entre autres : « ... les soldats versaillais furent accueillis en libérateurs et malgré la répression qui s'abattit alors sur Paris c'est une impression de soulagement que ressentirent la très grande majorité des Parisiens ».

Pompidou, porte-parole de la fraction fascisante de la bourgeoisie, prépare le recours à la dictature terroriste ouverte de la bourgeoisie contre les travailleurs.

C'est cela que signifient les paroles suivantes : « Nous ne pouvons pas faire respecter l'ordre simplement comme autrefois dans la société bourgeoise » ou encore « Quand quelqu'un viole la loi, la police est là pour le saisir, la justice peut le condamner. Mais cela, c'est une société dépassée ». Pompidou confirme à sa façon ce que nous répétons depuis longtemps : la bourgeoisie prépare le remplacement d'une forme étatique de sa domination, la démocratie bourgeoise, par une autre forme de cette domination, la dictature terroriste ouverte. Pour cela, elle liquide progressivement les libertés démocratiques bourgeoises comme cela a été le cas récemment pour la liberté d'association.

Si Pompidou marche sur les traces de Thiers, les marxistes-léninistes et la classe ouvrière marchent, eux, sur les traces des Communards, forts de la leçon des échecs passés.

Nous savons en particulier que pour mettre en échec les objectifs ignobles de la fraction fascisante de la bourgeoisie, il faut défendre résolument les libertés démocratiques, lutter contre chaque mesure de fascisation car comme le déclarait Georges Dimitrov : « Quiconque ne lutte pas, au cours de ces étapes préparatoires contre les mesures réactionnaires de la bourgeoisie et le fascisme grandissant, n'est pas en mesure d'entraver la victoire du fascisme, mais au contraire la facilite ».

## STALINE SUR LES LIBERTES DEMOCRATIQUES

EXTRAIT DE L'INTERVENTION  
DU CAMARADE STALINE,  
PRESIDENT DE SEANCE,  
PRONONCEE A LA CLOTURE  
DU XIX<sup>e</sup> CONGRES  
DU PARTI COMMUNISTE  
D'UNION SOVIETIQUE,  
LE 14 OCTOBRE 1952 AU SOIR



Autrefois, la bourgeoisie se permettait de jouer au libéralisme, elle défendait les libertés démocratiques bourgeoises et se créait ainsi une popularité. Maintenant, il ne reste plus trace du libéralisme. Les prétendues « libertés individuelles » n'existent plus, les droits de l'individu ne sont reconnus maintenant qu'à ceux qui possèdent un capital, et tous les autres citoyens sont considérés comme un matériel humain brut, bon seulement à être exploité. Le principe de l'égalité en droits des hommes et des nations est foulé aux pieds, il est remplacé par le principe qui donne tous les droits à la minorité exploiteuse et prive de droits la majorité exploitée des citoyens. Le drapeau des libertés démocratiques bourgeoises est jeté par-dessus bord.

Nous savons aussi qu'il faut unir la classe ouvrière à la base et dans l'action, soutenir et impulser ses luttes, démasquer les diviseurs révisionnistes qui comme ils l'ont fait lors de la grève des cheminots isolent les travailleurs en lutte et les emmènent sur des voies de garage.

Enfin, nous savons que la lutte contre la fascisation est indissociable de la lutte pour la révolution prolétarienne, pour la dictature du prolétariat. C'est pour nous une conviction profonde : la bourgeoisie périra quoi qu'elle fasse !  
A L'ACTION CONTRE L'ÉTAT FASCISANT !

A TOUS NOS LECTEURS, CAMARADES, AMIS ET SYMPATHISANTS

# QUE LE PROLÉTARIAT SE SERVE DE L'HUMANITE ROUGE (3)

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

Un ouvrier pour que l'H.R. continue	Région Parisienne	3,50 F
Un ouvrier kallisté	Marseille	2 F
Un ouvrier du bâtiment	Le Havre	3 F
Un travailleur	Paris 5 <sup>e</sup>	2 F
Un métallo	Région Parisienne	4 F
Un travailleur immigré	Région Parisienne	1 F
Des travailleurs	Nord	40 F
Un travailleur des P.T.T.	Région Parisienne	20 F
Un employé de la Sécurité Sociale	Agen	5 F
Une vieille militante	Paris 17 <sup>e</sup>	20 F
Une couturière à domicile de la banlieue Sud	Région Parisienne	15 F
Un travailleur immigré	Région Parisienne	1 F
Des ouvriers	Vitry	3 F
Un ouvrier du bâtiment	Châteauroux	2 F
C.D.H.R. Port	Marseille	89 F
Un militant marxiste-léniniste	Savoie	12 F
Anonyme	Paris 4 <sup>e</sup>	12 F
Collecté par des marxistes-léninistes	Indre	50 F
Anonyme La Cayolle	Marseille	2 F
Une abonnée	Bourg	200 F
C.D.H.R.	Dijon	25 F
Un ami libanais	Sud-Ouest	4 F
Des camarades	Paris	100 F
Une sympathisante Kallisté	Marseille	4 F
Un lycéen	Paris	5 F
C.D.H.R.	Agen	95 F
2 sympathisants	Région Parisienne	100 F
Un camarade allemand		10 F
Un sympathisant kallisté	Marseille	14 F
Une lycéenne (versement hebdomadaire)	Paris 12 <sup>e</sup>	1 F
Solidarité avec le journal ; un lecteur	Albi Carmaux	40 F
Les Marxistes-Léninistes	Menton	50 F
Des étudiants	Région Parisienne	70 F
Un ouvrier kallisté	Marseille	1 F
Des camarades	Toulouse	76 F
Un instituteur pour que vive l'H.R.	Oise	50 F
C.D.H.R. Staline	Clermont-Ferrand	7,20 F
G.G.	Paris 12 <sup>e</sup>	50 F
Anonyme		4 F
C.D.H.R.	Saint-Maur	125 F
Un groupe de sympathisants de Kallisté	Marseille	35 F
Un abonné	Bagnoles/Cezé	5 F
Un ancien officier des armées républicaines espagnoles		3,20 F
C.D.H.R.	Toulouse	112 F
Un retraité lecteur	Avranches	10 F
Un travailleur d'origine espagnole	Région Parisienne	4 F
Des lecteurs	Région Parisienne	5 F
R.L.	Var	10 F
Une abonnée	Champigny	50 F
Le Comité de Rédaction de l'H.R.		321,50 F
Un petit retraité	Dordogne	4 F
Un ouvrier martiniquais	Vitry	2 F
Anonyme	Paris 4 <sup>e</sup>	6 F
Au service de la classe ouvrière, un abonné	Haute-Loire	100 F
Un camarade	Avignon	10 F
Des sympathisants	Saint-Maur	6 F
Des camarades	Allemagne	51,58 F
Des amis de l'H.R.	Allemagne	37,20 F
Deux camarades (2 <sup>e</sup> versement de juin) ; honneur et gloire à François Marty	Paris 12 <sup>e</sup>	65 F
Un ouvrier espagnol	Région Parisienne	1 F
Un étudiant marxiste-léniniste	Nantes	1 F
Un sympathisant kallisté	Marseille	10 F
Un lecteur	Savoie	30 F
Soutien à l'H.R. dans sa lutte contre l'opportunisme ; les marxistes-léninistes	Strasbourg	150 F
Un chrétien	Paris	20 F
Des camarades	Laval	36,70 F
Anonyme La Cayolle	Marseille	5 F
Des lycéens	Le Raincy	250 F
Souscription à l'occasion de la formation d'un C.D.H.R. François Marty		60 F
Un abonné	Grenoble	10 F
Lecteurs et sympathisants	Dijon	30 F
Un étudiant salarié	Région Parisienne	4 F
Un camarade	Rennes	3,75 F
Une lycéenne	Paris 12 <sup>e</sup>	1 F
Des diffuseurs	Vincennes Fac	30 F
Total des 15 jours		2 820,63 F
Total précédent		84 151,39 F
Total général		86 972,02 F

## 50<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

Le prochain numéro de « l'Humanité-Rouge » (n° 111) sortira vers le 15 juillet. Il restera en kiosque et sera diffusé jusqu'à fin août. Son prix sera majoré parce que son nombre de pages sera doublé. Il portera essentiellement sur le 50<sup>e</sup> anniversaire du Parti Communiste Chinois dont la fondation eut lieu à Shanghai le 21 juillet 1921.

En cas de nécessités politiques impérieuses un numéro de l'H.R. réservé à la diffusion militante sera éventuellement publié début août. La diffusion du n° 111 n'en sera pas abandonnée pour autant jusqu'au 31 août. Les 2 numéros seront alors diffusés ensemble.

Nous avons appelé dans les numéros précédents à une diffusion de masse sur 2 semaines du numéro 109 de « l'Humanité Rouge ». Dès à présent, on peut dire que cette campagne a été un succès. La vente a augmenté dans de fortes proportions ; de nombreux travailleurs ont pu lire pour la première fois notre journal et apprécier sa ligne marxiste-léniniste. En particulier beaucoup de réactions favorables ont été rencontrées chez des lecteurs influencés par le révisionnisme moderne ; après lecture des 4 pages consacrées aux enseignements du camarade François Marty, ils ont rejeté les calomnies des dirigeants du P.C.F. qui essaient depuis de longues années de faire passer les marxistes-léninistes pour des gauchistes, des anticommunistes, et maintenant pour des fascistes.

Soulignons le dynamisme d'un grand nombre de C.D.H.R. qui ont doublé, triplé, et même plus que quadruplé leurs ventes ; certains, par exemple, ont fait pendant ces 15 jours 2 ventes quotidiennes combinées à des diffusions de tracts et des affichages massifs. Ces camarades ont réalisé ces tâches avec enthousiasme d'autant plus que leurs efforts, axés sur une ligne juste, ont été largement récompensés.

Cette campagne a permis à beaucoup de militants de rompre avec un style de travail routinier et replié sur soi-même,

et de mieux comprendre l'importance de l'agitation-propagande. Elle montre que la ligne qui consiste à faire connaître le contenu marxiste-léniniste de l'H.R. aux larges masses et non à quelques-uns autour de soi est une ligne juste. Cette campagne montre que la diffusion, déjà en augmentation régulière, peut très fortement progresser et atteindre rapidement un niveau bien plus élevé.

En juillet et surtout en août, la plupart des usines ferment. L'H.R. « sortira » moins souvent ; ce numéro 110 est daté du 1<sup>er</sup> juillet, le numéro 111 sera mis en vente le 15.

Mais la lutte de classe ne cesse pas pendant l'été. Les camarades doivent maintenir leurs efforts, poursuivre la diffusion et le travail de propagande. Ils doivent utiliser les congés pour faire connaître « l'Humanité Rouge » en poursuivant les ventes, en collant des affiches et des invendus, en inscrivant nos justes mots d'ordre partout où ils se trouvent, pour gagner de nouveaux lecteurs parmi les travailleurs des villes et des campagnes.

C'est en suivant résolument les enseignements de la vente de masse du n° 109, cet été comme à la rentrée, que l'H.R. pénétrera plus encore dans la classe ouvrière et dans les autres couches travailleuses de notre peuple. Elle y trouvera force et soutien. Et elle y sera indéracinable.

## SECOURS ROUGE PROLÉTARIEN

Deux travailleurs	Total précédent	8 678,15 F
Un ouvrier du bâtiment	Colombes	4 F
Collecté par le C.D.H.R.	Le Havre	3 F
Collecté à la librairie Le Phénix	Agen	50 F
Des camarades	Paris	114 F
C.D.H.R.	Banlieue Parisienne	20 F
Un camarade de l'EDF	Saint-Maur	20 F
Pour vos justes mots d'ordre, une abonnée	Indre-et-Loire	5 F
Une abonnée	Jura	50 F
Collecté chez des lecteurs	Vitry	4 F
	Orsay	26,60 F
	Total général	8 974,75 F

## ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

### ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique et politique en m'abonnant

Nom	Abonnement ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	10 F	20 F
Adresse	6 mois	20 F	40 F
	1 an	40 F	80 F

Etranger : un an 120 F ; six mois 60 F ; trois mois 30 F.

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

Les camarades qui désirent utiliser le numéro 109 de l'H.R. auprès des travailleurs susceptibles d'être influencés par l'exemple idéologique du camarade François Marty, en particulier auprès des militants de base et sympathisants du P.C.F., peuvent commander des bouillons au journal. Des collages de ce numéro peuvent être également faits. Les premiers résultats dans ce sens sont bons. C'est une manière de transformer notre douleur en force militante et politique.

## LETTRE DE DEUX VIEUX MILITANTS

Paris, le 11 juin 1971

Chers Camarades,

J'ai eu une immense peine, ainsi que mon mari, en apprenant la mort d'un militant comme l'était le directeur de l'H.R. F. Marty. J'étais en maison de santé, et me méfiant de l'entourage, je ne recevais pas l'H.R. Ceci me manquait beaucoup. Avant mon départ, ma fille m'avait conduit en voiture pour la commémoration de la Commune, salle Lancry. Nous étions mon mari 88 ans, et moi cardiaque (infarctus) si ému, mais combien réconfortés par la vue de toute cette jeunesse enthousiaste.

Mon mari a même dialogué avec le jeune militant anglais.

Je désirerais le discours de J. Jurquet. Vous trouverez ci-inclus 2 F pour cet exemplaire. Ce discours a été très intéressant, même pour de vieux militants. Vous trouverez également un 2<sup>e</sup> chèque postal pour mon réabonnement pour 6 mois à H.R., qui doit expirer ce mois. Le dernier chèque postal date du 18 janvier 1971.

En formant les vœux les plus vifs pour que cette H.R. paraisse encore malgré tous les handicaps !

J'envoie mes numéros, dès qu'ils sont lus à un parent cheminot au Havre, car je n'ai guère d'autre moyen de propagande, les amis que je connais sont lecteurs de H.R.

Courage. Bravo pour votre cran et mon mari se joint à moi pour vous envoyer nos sentiments les plus chaleureux et fraternels.

Un couple de vieux militants de 88 ans

## TOUS ENSEMBLE

Le chef de file des monopoles capitalistes, Pompidou, peut bien bavarder, verser des « larmes » de crocodile sur le problème social ; la classe ouvrière sait que c'est dans la lutte classe contre classe, que ses revendications immédiates seront acquises et non par les palabres de « négociations », de « concertation », de « contrat de progrès » ou « d'intéressement ».

Les intérêts de la classe ouvrière sont inconciliables avec les intérêts des capitalistes, ils sont antagoniques.

Au cours de l'entretien télévisé avec Ferniot, Pompidou a le culot de déclarer au sujet de la hausse des prix : « Cette hausse des prix à l'heure actuelle, une de ses causes principales c'est la hausse des salaires ». Mais qui donc augmente sans cesse les prix ? C'est l'Etat des monopoles capitalistes lui-même, pour satisfaire les profits des monopoles auquel est subordonné l'Etat.

Les augmentations du prix du pain, du lait, des produits alimentaires ; les augmentations des loyers, du gaz, de l'électricité, des tarifs voyageurs S.N.C.F., des frais de séjour des hôpitaux, etc. sont décidées par l'Etat des monopoles capitalistes.

Il en est de même pour le tarif des transports parisiens de la R.A.T.P. qui est passé pour le carnet de dix billets de 3,70 F en 1966 à 7 F en 1970, soit plus de 89 % de hausse. Aujourd'hui, il est fortement question que le prix du carnet soit porté à 9 F début août.

Les grèves avec occupation, aux usines Batignolles, à la blanchisserie Grenelle, Moulinex, Renault, etc., et tout récemment chez les cheminots sont des luttes pour l'augmentation des salaires et autres revendications résultant de l'exploitation capitaliste.

L'ancien directeur général de la banque Rothschild a déclaré au sujet de la retraite : « S'imaginer qu'on pourrait abaisser l'âge de la retraite d'un seul coup, tout le monde sait que c'est impossible ! »

Ceci est conforme aux déclarations des commis de la bourgeoisie dans la classe ouvrière, tel Krasucki (C.G.T.) qui confirmait le point de vue de Maire (C.F.D.T.) en avril 1971 : « Nous sommes prêts à discuter d'un échelonnement des mesures à prendre ».

Quant à la classe ouvrière, elle sait que la retraite à 60 ans tout de suite, les 40 heures sans diminution de salaires, pas de salaire inférieur à 1 000 F par mois, ne seront obtenus que par la lutte de classe de TOUS ENSEMBLE et non par la ligne de collaboration des classes des directions syndicales révisionnistes et réformistes, qui prennent le « train en marche », font pourrir les grèves.

Les accidents du travail dont parle Pompidou sont les crimes du capital, de la classe exploiteuse qui bafoue, viole sans cesse les lois sur la sécurité et l'hygiène pour augmenter toujours plus les profits capitalistes.

La loi des profits du système capitaliste a été oubliée volontairement. Nous ne citerons qu'un exemple, parmi tant d'autres, du chiffre d'affaires de Ferodo qui atteint 695 millions de francs en 1970, soit une progression de 22 % sur l'exercice précédent. Cela devrait permettre à chaque actionnaire de voir son revenu augmenter de 16,5 %. Voilà pour ces inactifs !

Et cet ennemi de classe, ce démagogue va jusqu'à déclarer : « J'ai du mal à repousser des revendications dont au fond je me dis qu'elles s'expliquent, qu'elles se comprennent et qui m'apparaissent malheureusement impossibles à satisfaire, et j'essaie, j'essaie. Je me rappelle un conseil que le général de Gaulle m'a donné au moins dix fois : « Soyez dur, Pompidou ! » J'essaie, j'ai du mal » (sic) !

En conclusion, nous citerons un enseignement de Marx : « ... la tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le niveau moyen des salaires, mais de l'abaisser, c'est-à-dire de ramener, plus ou moins, la valeur du travail à sa limite la plus basse ».

TOUS ENSEMBLE dans la lutte classe contre classe sans jamais oublier que les luttes pour la satisfaction des besoins immédiats des travailleurs préparent concrètement la grande lutte finale indispensable pour instaurer le socialisme et substituer à la dictature de la bourgeoisie la dictature du prolétariat, à savoir la révolution prolétarienne.

Luc DACIER.

## LE CAPITAL TUE

### VÉLIZY-VILLACOUBLAY

France-Soir en date du 19 juin relatait sur une colonne et quatre lignes l'accident mortel dont était victime sur un chantier de la S.A.E. à Vélizy-Villacoublay un travailleur émigré algérien. De bonnes âmes ne manqueront pas de parler de fatalité et de malchance.

En fait, dans quelles conditions est mort Mohammed Bekkadour, âgé de 30 ans, marié et père de famille ? La réalité des faits va nous éclairer.

Mohammed Bekkadour avait à peine fini son travail le 16 juin à 15 heures. Vers 16 heures un contre-maître vint le chercher dans sa baraque près du chantier pour guider la manœuvre d'un élément de grue. Pas question pour lui de dire non, sinon c'est la porte.

La manœuvre commence avec un grutier et quatre travailleurs qui guidaient et aidaient. Le travail consistait à déplacer des éléments de grue démontés. Une grue mobile de 12 tonnes effectuait ce travail. Alors que la charge était soulevée, l'ensemble bascula et Mohammed Bekkadour écrasé mourut sur le coup. Un de ses camarades s'écarta de justesse, le chauffeur du camion-grue eut lui aussi la chance de s'en tirer

indemne.

Cet accident n'est pas un hasard. La S.A.E. est une entreprise qui tue. Parmi de nombreux autres accidents graves, nous pouvons citer celui survenu fin 1970 et qui vit la mort d'un travailleur portugais, mort dans un éboulement alors qu'il travaillait à la construction d'un parking souterrain.

Le 16 juin donc, le sol, en glaise, était détrempé par la pluie, le terrain n'était pas renforcé, ce qui est la mesure la plus élémentaire à prendre. En outre, jamais la grue n'aurait dû rouler.

Il y a là deux fautes graves. La sécurité n'était pas appliquée. Le profit passe au premier plan. Pour le patron, lorsqu'un travailleur meurt, le seul problème est son remplacement, et, vu le nombre de chômeurs, cela ne lui est pas difficile.

Mohammed Bekkadour est mort victime du chantage au chômage, victime de la rapacité du capitalisme buveur de sang.

Dénonçons partout où cela se produit les atteintes à la sécurité des travailleurs.

Seule la dénonciation énergique de ces crimes peut sauvegarder la vie des travailleurs

Correspondants H.R. Versailles

## PARMI LES LUTTES DE LA QUINZAINE

### TRICOTERIES DE CHALIGNY (Nancy)

Les 430 ouvrières employées par la Tricoterie ont suivi l'exemple donné l'an passé, par leurs sœurs de Biarritz-Schoes : Elles occupent l'usine pour exiger le maintien de leur emploi. La direction leur a en effet annoncé brutalement leurs licenciements et la fermeture de l'usine pour le mois prochain.

Elles ont — très provisoirement — quitté l'usine le 16 juin pour une marche de 12 kilomètres sur la préfecture de Nancy, accompagnées par une grande partie de la population, activement solidaire de leurs luttes, aux cris de : « Du travail ! », « La direction doit payer ! », « Les femmes aussi veulent travailler ! » Partis à 500, ils étaient 5 000 à l'arrivée. A leur cortège s'étaient joints des métallos, des cheminots, des gars du bâtiment qui tous clamaient :

« Non aux licenciements ! »

Fortes de ce soutien les tricoteuses sont fermement décidées à aller jusqu'au bout pour imposer leur droit au travail.

### BANQUES ET ASSURANCES

Grève nationale, dans ce secteur, le 18 juin. C'est la juste réplique des employés victimes de « la misère en col blanc » au baratin gouvernemental sur leurs prétendus « participation » et « intéressement » !

Les 3 000 employés des compagnies d'Assurances du Mans entament leur troisième semaine de grève avec occupation. Leur exemple fait tâche d'huile : Ceux de Marseille et de Paris les ont déjà rejoint dans la lutte.

Pas de salaires inférieurs à 1 000 F ! (Ils sont actuellement de 850 F à l'embauche dans les Banques nationalisées).

### BERLIET

Le travail vient de reprendre à Berliet après 6 semaines de grève des ouvriers des services montages moteurs et essieux. Ils ont obtenu une augmentation de 0,20 F de l'heure. La direction qui prétendait « en contre-partie » imposer une augmentation des cadences n'a que peu de chances d'en voir la couleur !

Les conditions de travail sont déjà très dangereuses dans l'usine : c'est l'ensemble des ouvriers de l'usine qui a débrayé, la semaine dernière, pour manifester leur colère à l'annonce de la mort de l'un des leurs, forgeron, écrasé par un marteau-pilon.

A bas les cadences infernales !

### VERRERIE DOMEQ (Bordeaux)

12 jours de grève avec occupation pour riposter au lock-out patronal ont été honteusement trahis par l'appareil de la CGT et de la CFDT qui « dans un souci d'apaisement » ont fait évacuer l'usine

### TOULOUSE :

Sur le chantier du Mirail de Pen-treprise Pascal, Chekroud Messaoud, travailleur algérien de 35 ans, a trouvé la mort. Il était en train de chauffer sa gamelle dans un vieux bidon de peinture et s'était installé dans une pièce fermée. Il a été intoxiqué par le gaz.

Une fois de plus, le capital a tué parce que ça coûte trop cher de fournir des gamates en nombre suffisant pour environ 200 ouvriers pour qu'ils puissent chauffer leur repas.

Une fois de plus, le capital a tué parce que seul le profit compte et non les conditions de vie des travailleurs.

La direction a déclaré ce crime comme accident de travail, masquant par là ses responsabilités. Les délégués du personnel sont même venus à son secours : ils ont fait une collecte parmi les ouvriers pour payer les frais de cercueil et de rapatriement (environ 3 000 F) au lieu d'organiser la lutte pour dénoncer et faire cracher les vrais coupables.

Pour les vampires du bâtiment, un ouvrier ne vaut pas une gamate !

Ouvriers français et immigrés, unissons-nous pour balayer les criminels qui nous exploitent !

Correspondant H.R.

et imposé la reprise du travail sans avoir consulté les travailleurs et sans que leurs revendications soient satisfaites (notamment la réintégration d'un travailleur mutilé ayant 32 ans de présence et licencié « pour faits de grève » !)

Nul doute que, la rage au cœur, les ouvriers n'ouvrent les yeux sur la véritable nature de ceux qui s'autoproclament leurs portes paroles : les alliés les plus zélés du capital !

### OLIDA (Loudéac)

Grève d'une semaine avec occupation pour exiger une augmentation uniforme de 3 F de l'heure et un treizième mois pour combler l'écart de salaire existant avec les autres usines du groupe. La direction a répliqué en envoyant le gendarmier pour « dégager » l'entrée de l'usine bloquée par les grévistes.

Unité à la base et dans l'action !

Seule la lutte paie !

### TUBESCA (Notsy-le-Sec)

Après les débrayages de tous les ouvriers, le patron est obligé de réintégrer l'ouvrière licenciée. Cette victoire est le fruit de l'unité des travailleurs dans l'action.

Les travailleurs poursuivent la grève pour le paiement intégral des heures de grèves.

Seule la lutte paie !

Tous unis, nous vaincrons !

### TROYES :

## Riposte contre les licenciements

Le patronat a démasqué une nouvelle fois son visage d'opresseur. Le vendredi 11 juin, le patron de la société T.I.M. (tricotage industriel moderne) annonçait brutalement le licenciement de 311 ouvriers des Ets filiaux Bonbon pour le mois prochain. Non contente de ce nouveau méfait, la bourgeoisie patronale laisse peser sur de nombreux travailleurs la menace du chômage comme aux Ets Cornuel. Malgré les truquages de la presse bourgeoise locale pour contrebalancer cette nouvelle, les travailleurs de notre région ont réagi énergiquement à ce nouveau coup en traître.

Les bourgeois ne font qu'élargir le fossé entre eux et la classe des travailleurs. C'est pourquoi les ouvriers des Ets Bonbon ne voulant pas rejoindre le nombre grandissant des chômeurs (4 000 en 1970), ont décidé à la base une grève de 48 h et ont organisé une manifestation dans les rues de Troyes malgré les avis de prudence des dirigeants syndicaux. Durant cette manifestation, ils ont demandé le rétablissement sûr de leur emploi ; la presse locale a bien sûr atténué dans ses lignes le mécontentement des ouvriers.

La colère monte chez les travailleurs !

Vive la solidarité ouvrière !

Soutenons la lutte des employés de la T.I.M. !

A bas l'esclavage social !

Correspondant H.-R.

**NE VAS PAS EN ESPAGNE !  
C'EST LE PAYS  
DES BOURREAUX DE BURGOS !  
C'EST UN DES PAYS  
DE LA TORTURE FASCISTE  
CONTRE LE PEUPLE !**

Après la liquidation de la grève des cheminots

# PRISE DE CONSCIENCE ACCRUE DE LA TRAHISON RÉVISIONNISTE

## Premiers enseignements d'ensemble

Du 10 au 20 juin (et jusqu'au 22, dans certains centres), la quasi-totalité des cheminots ont mené une grève qui marquera un tournant qualitatif dans le mouvement ouvrier français.

Pourtant, si l'on s'en tient à la comparaison des objectifs du mouvement avec ce qui a été finalement obtenu, le gouvernement et la SNCF paraissent s'en tirer à bon compte : une promesse de pseudo-prime de vacances pour... 1972, une promesse « d'examen du problème des primes de traction » (1), l'« assurance » que la compression des effectifs de l'exploitation et du personnel roulant serait stoppée jusqu'au... 30 septembre prochain (!), l'avancement de deux mois de l'augmentation de 1 % prévue pour le 1<sup>er</sup> septembre. Il faut ajouter que, dans certains gares et dépôts, les cheminots ont obtenu quelques embauchages et des aménagements des conditions de travail.

Bref, une constatation s'impose à tous : la saisissante contradiction entre l'ampleur du mouvement et la minceur des résultats.

Pourtant, alors que les 130 000 travailleurs du rail ont repris le travail, la rage au cœur, ni le gouvernement, ni la direction de la S.N.C.F., ni les laquais révisionnistes de la direction confédérale C.G.T. ne pavoisent. Pourquoi ? C'est ce que nous allons essayer d'analyser brièvement.

### LA BASE A DECIDE

La grève a éclaté, rappelons-le, le 3 juin dans la journée, dans certains centres de province dont Avignon. Dans la journée du 9, elle a fait tâche d'huile, et le 10 au matin elle s'était généralisée. Partout elle a été déclinée par des assemblées générales de cheminots syndiqués et inorganisés. En aucun cas la Fédération C.G.T. n'a poussé au développement de la grève, et pas davantage la Fédération C.F.D.T. (celle-ci arguant de sa « position minoritaire »). Mais il est exact que dans de nombreux centres, des responsables syndicaux honnêtes (et parmi eux des membres du P.C.\*F.) se sont lancés dans la lutte, à la tête de leurs camarades, sans espoir de recul, bien décidés à vaincre. Ce fait ne doit pas masquer que d'autres responsables ont, dès le début, fait un travail de sape, s'efforçant de contrôler le mouvement pour mieux le faire ensuite avorter selon les méthodes habituelles.

Mais, soulignons-le, ces manœuvres n'ont pu réussir qu'au prix des plus grands efforts, grâce à des menaces sans vergogne et des menaces à peine voilées.

### COMMENT « ISOLER » UNE GREVE

1<sup>o</sup> Proclamer la grève générale des cheminots, c'est-à-dire reconnaître en droit une situation de fait, aurait contraint les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. à prendre ouvertement leurs responsabilités et éventuellement, à donner l'ordre de reprise du travail sans que rien n'ait été obtenu, ce qui les aurait démasqués aux yeux des plus incrédules.

Les fédérations se sont donc abstenues de lancer l'ordre de grève générale, dans l'espoir de voir le mouvement réussisse, certains militants révisionnistes de la C.G.T. se sont fait les exécuteurs d'une autre manœuvre encore plus perfide, mais habituelle, elle aussi. Aux Marseillais on dit que les Lillois reprennent le travail, aux Lillois, que l'Ouest flanche, aux Pari-

siens que la province lâche, etc., et que, selon la formule employée, « le renforcement du mouvement n'est envisageable ». Cette manœuvre, tentée sans succès dès le jeudi 17, a fini par réussir trois, quatre ou cinq jours plus tard.

2<sup>o</sup> Les cheminots n'étaient pas les seuls à avoir des raisons de se battre. Une popularisation du mouvement, au moyen de défilés en ville, de distributions de tracts à la population aurait rencontré un écho favorable parmi les autres travailleurs. Or, excepté à Paris, Dijon, Avignon et quelques autres centres, les révisionnistes inconditionnels ont réussi à s'opposer à ces formes d'action, en agitant l'épouvantail de l'« engrenage provocation-répression ».

3<sup>o</sup> Les confédérations C.G.T. et C.F.D.T. n'ont pas fait la moindre tentative d'étendre le mouvement à d'autres corporations, comme les fonctionnaires, dont les revendications viennent d'être rejetées par le gouvernement.

Dès lors, la suite était prévisible...

### LES BAVURES DE LA REPRISE

Le dimanche 20 au soir, grâce aux manœuvres décrites ci-dessus, l'appareil révisionniste de la C.G.T. a pu imposer la reprise du travail dans un certain nombre de centres importants.

Mais il faut préciser :

1<sup>o</sup> Qu'à ce moment, et contrairement aux affirmations des porte-parole cheminots du P.C.\*F., la grève était encore inentamée.

2<sup>o</sup> Que la combativité des cheminots était intacte, et que là où la reprise fut imposée, elle fut accueillie avec amertume et colère, les responsables révisionnistes furent conspués, insultés, et de nombreuses cartes syndicales déchirées.

Mais la grève était désormais bien malade, et c'est ce que Marchais et Séguy voulaient obtenir. Ainsi que

### MARSEILLE :

## AMBIANCE A LA REPRISE DU TRAVAIL

L'assemblée générale des cheminots était prévue pour le dimanche 20 à 19 h.

Malgré le week-end, des centaines de cheminots se pressaient en gare marchandise, bien décidés à continuer la lutte.

Mais dès les premiers mots de Verani, porte-parole de l'intersyndicale et militant C.G.T. et P.C.\*F., chacun avait compris.

« A l'issue d'une lutte courageuse... nous devons faire le point... l'intransigeance de la S.N.C.F. et du pouvoir... l'impossibilité d'étendre le mouvement, etc... Les cheminots commençaient à manifester leur colère. Bientôt, les lazzi et les quolibets fusèrent.

Blême, Verani essayait de se faire entendre : « Du calme, camarades... tout n'est pas négatif (!), nous avons obtenu... »

« Un vier (1) ! » répond avec colère un gréviste bruyamment approuvé par ses camarades. Verani essaie de mettre en valeur le 1 % avancé de deux mois... « Pour mes poissons rouges », lance ironiquement une cheminote déjà âgée, puis il parle de la prime de vacances pour 1972.

l'écrivait Séguy le 23 juin dans l'Humanité (blanche) :

« ... Cette expérience aura le mérite de rappeler... que les changements décisifs auxquels la grande masse des travailleurs aspirent ne sauraient se concevoir en dehors de... l'entente de toutes les forces démocratiques et syndicales. »

Travailleurs, tenez-vous-le pour dit, en dehors de l'alliance avec le parti socialiste-bourgeois de Mitterrand-Defferre et les syndicats jaunes de F.O., de la C.G.C. et de la F.N.C., point de salut ! Résignez-vous à n'être qu'une force d'appoint dans le jeu parlementaire, ou gare à vous.

Mais cette fois, bien des yeux se sont ouverts. Outre Avignon, habituel sujet de mécontentement de Séguy, d'importants centres ont résisté jusqu'à plus de 48 heures au diktat révisionniste.

L'Humanité (blanche) cite elle-même quelques-uns de ces centres : Paris Saint-Lazare, Paris Nord, Paris Invalides, Vierzon, Sotteville, Lyon, Saint-Etienne, Saint-Jean-de-Maurienne, Longwy. Il y en a eu d'autres, comme Toulouse et Bordeaux. Au total, plus de 50 000 cheminots.

Cela promet de sombres lendemains à la direction S.N.C.F., à l'Etat des monopoles, et à ses valets révisionnistes. On comprend dès lors qu'ils ne songent guère à pavoiser.

### LEÇONS ET PERSPECTIVES

La situation est excellente. De nombreux militants de la C.G.T. (dont certains encore membres du P.C.\*F., y compris à des niveaux responsables) et de la C.F.D.T., de nombreux cadres, sur une base juste (ça, c'est nouveau et important), et des dizaines de milliers de cheminots ont tenu tête, face aux menaces de la direction et aux manœuvres des bonzes.

« Comment déjouer ces manœuvres ? » telle est la question que se posent ces cheminots. L'idée de comités de grève élus par les assem-

blées générales de grévistes, responsables et révocables par eux, a fait des progrès décisifs. Si de tels comités avaient existé, la grève n'aurait pu être brisée, c'est ce que chacun comprend.

Par ailleurs, les nombreux militants syndicalistes locaux C.G.T. et C.F.D.T. qui ont mené correctement le combat montrent, par leur existence, la fausseté de la ligne « gauchiste » consistant à mettre dans le même sac tous les militants syndicaux.

Mais la situation n'est pas simple ; certains de ces camarades ont, sur tous les autres problèmes, des conceptions réformistes ou révisionnistes et bien des illusions à perdre. Pourtant, on ne vaincra pas sans eux. « Unité - critique - unité », telle doit être notre attitude à leur égard.

Mais dans le même temps, les cheminots d'avant-garde, militants dans les syndicats ou en dehors d'eux, doivent donner à leurs camarades la perspective juste. Les comités de grève élus par la base ? Bien sûr. Mais par-delà ces comités, l'objectif maintenant concevable dans un délai historique raisonnable est, plus que jamais, la reconstitution de l'unité syndicale de la classe ouvrière sur une base révolutionnaire.

Cette unité passe évidemment par l'élimination de ceux des dirigeants syndicaux qui ont trahi et sont devenus les commis « ouvriers » de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, par la rupture avec les partis réformiste et révisionniste et par l'élimination des structures bureaucratiques inamovibles actuelles.

Cela ne se fera pas en un jour ? Certes ! Mais la grande grève des cheminots de juin 1971 aura contribué de façon décisive à faire progresser cette idée dans les masses.

Les idées justes mettent du temps à cheminer, mais elles finissent toujours par triompher.

E. CLISSE

« Demain, on rasera gratis ! » lance un jeune barbu, maussade.

« Mais, camarades, de nombreux centres ont déjà voté la reprise... »

« Où ça ? A Bécon-les-Bruyères ? »

« A la Bourdonnière ! » lance un jeune cheminot.

« Ça va, lâche nous ! On a compris ! Au vote ! » lance-t-on de toute part.

Verani fait voter. Pour la reprise, une quinzaine de mains se lèvent.

La grève va donc continuer ? Que non ! Verani fait remarquer que de nombreux cheminots sont absents et qu'un tel vote n'est pas indicatif.

« Et alors ? qui t'a autorisé à parler au nom des absents ? » demandent les grévistes.

Verani, vaincu, renonce et passe la parole à Pinetti, vieux militant courageux mais inconditionnel, et prêt à toutes les besognes que lui demandera le P.C.\*F. Usant du prestige acquis dans les luttes de jadis, Pinetti s'efforcera de « refaire le terrain perdu ».

Tout y passera : « Si la grève s'éternise les femmes, le public, les vacanciers seront contre nous... Le

pain va manquer dans les foyers des cheminots » (« et le banania ? » ajoute ironiquement une jeune cheminote, mère de famille). « ... Et nous allons au devant d'affrontements physiques avec la police » (« Oh ! Vincent, et c'est toi qui dis ça ! » lance un vieux cheminot qui se souvient du courage de Pinetti face aux flics, autrefois). « Nous avons un pouvoir fort en face de nous » ! (comme au temps du « camarade » Jules Moch, et alors ? interroge un autre cheminot âgé)...

Bref, la reprise est finalement imposée, sans vote, non pour le soir même comme les responsables révisionnistes l'avaient prévu, mais pour le lendemain 7 h.

Les grévistes s'éloignent par petits groupes. « La prochaine fois, il faudra élire nos propres représentants ! C'est ceux qui font la grève qui doivent la conduire » concluaient de nombreux cheminots.

Gageons que la leçon ne sera pas perdue !

Correspondant H.-R.

(1) Expression virile et grossière signifiant que les cheminots se sont fait... avoir.

## PARIS : LES LEÇONS DE LA GRÈVE

Les événements vont vite. Déjà, nous parlons de ce que fut notre grève. Oui, nous disons bien notre grève, à nous cheminots de la base. Nous pouvons donc commencer à faire un bilan. Certes, cette grève n'a pas été un succès mais elle nous apporte de précieux enseignements. Une expérience pareille ne pourra qu'être bénéfique pour l'avenir. Ici, nous avons eu toute la lumière sur ce que peut nous amener de négatif la politique et l'idéologie révisionnistes du P.C.\*F. et l'esprit collaborateur des grandes centrales syndicales qui en découle...

Les représentants fédéraux qui, au départ, n'avaient pas déclenché le mouvement, surtout que le moral de la base était ébranlé, laissent entendre le samedi 19 qu'il faut reprendre le travail. Mais la grève est prolongée jusqu'au lundi 12 h par la grande majorité des cheminots qui considèrent, à juste titre, que les moyens de pressions restent encore valables. Plus tard dans la soirée, sachant que le dimanche aiderait à la démobilisation des masses, les fédérations sortent un communiqué constatant le haut niveau de combativité des cheminots, mais les appelant à reprendre le travail.

Le lundi matin, les cheminots ne sont pas contents et pour cause ! Ils ont conscience que leur magnifique mouvement de grève vient d'être bradé par les fédérations et qu'ils n'ont plus qu'à payer la casse...

L'heure de vérité semble proche. Les représentants des fédérations demandent la reprise : on fera un vote à bulletin secret pour qu'il ne puisse être contesté ; c'est plus « démocratique » ! Pour eux c'est évident, c'est dans la poche... Manque de chance pour eux ! En de nombreux endroits, après avoir été hués copieusement, ces messieurs se retrouvent avec de nombreux votes favorables à la continuation de la grève.

Dans la région parisienne, des centres importants se sont rebiffés contre la décision des fédérations que beaucoup, aujourd'hui, considèrent comme une trahison. Nous pouvons déjà signaler, dès à présent, Vaires Triage, Juvisy (1), Achères, Noisy, Pantin, Paris Saint-Lazare, Paris Austerlitz, Paris Masséna, Paris Lyon (2), Paris Bercy, Conflans.

Ce sont là autant de gifles aux fédérations et il est évident que le mardi, d'une manière générale, les dirigeants fédéraux se planquaient derrière les syndicats locaux, chargeant de préférence les responsables sincères « se trouvant à des échelons subalternes », mais relativement importants sur le plan local, de demander la reprise. Nous vous prions de croire que ce ne fût pas rien. Nous pouvons dire que nous avons vu, dans certains endroits, des responsables locaux ou de secteur, qu'ils soient C.G.T. ou C.F.D.T., pleurer de détresse devant ce dilemme. Certains ont refusé de prendre la parole, car ils en étaient inca-

pables. Nous saluons leur courage et leur révolte et nous leur disons que nous les considérons comme des frères. Nous les adjurons de prendre conscience encore plus vite à l'occasion de ce qu'ils viennent de vivre. Nous savons dès à présent que le plus grand nombre d'entre eux nous rejoindront un jour. Bref, le mardi 22 mai à midi, la grève était terminée. C'était un échec sur le plan revendicatif car les promesses ne coûtent pas cher. Mais c'était un mouvement qui avait une très grande importance sur le plan idéologique principalement, car il montre la nocivité des positions fédérales et principalement celles des dirigeants de la C.G.T. La lutte de classe ne passe pas par les tapis verts et ne peut se contenter de rester sur le plan économique.

Nous, cheminots marxistes-léninistes, nous sommes profondément convaincus que nous ne sommes encore qu'au début de la prise de conscience de la nocivité du révisionnisme moderne. Demain, grâce à nos efforts inlassables et persévérants, sous la direction de l'avant-garde marxiste-léniniste, la masse des cheminots passera de façon décisive au combat classe contre classe. Les bonzes ne pourront plus brader les grèves. Alors l'Etat patron commencera à connaître ses premières défaites préparant la révolution prolétarienne.

Groupe des cheminots marxistes-léninistes de la région parisienne.

## CHEMINOTS ET PAYSANS : UNITÉ DE COMBAT

Alors que les luttes d'aujourd'hui nécessitent de développer la solidarité autour des cheminots, il nous semble intéressant de publier l'article indigné qu'un cheminot marxiste-léniniste nous a adressé voici quelques temps.

Nous avons rendu compte, en leur temps, des manifestations des viticulteurs du Midi, qui protestaient contre les conséquences de la politique agricole du pouvoir, marquées par de nombreuses violences policières et de dangereuses initiatives de la direction de la S.N.C.F., dans la région Languedoc-Roussillon.

Si ces manifestations ont pu être marquées, ici ou là, par quelques gestes irresponsables contre les installations de sécurité de la S.N.C.F., si on a pu entendre parfois des mots d'ordre erronés, il n'en reste pas moins que ces manifestations ont été saluées à juste titre comme un événement positif par les révolutionnaires, et en particulier dans l'Humanité Rouge.

Elles ouvrent en effet un nouveau front contre le pouvoir des monopoles, à un moment où il doit faire face à la persistance de la lutte des lycéens et étudiants révolutionnaires, et surtout, à un moment où la classe ouvrière durcit et amplifie son action revendicative.

Cette situation rend plus nécessaire que jamais l'union pour l'action des ouvriers, des paysans et des autres couches en lutte contre l'Etat capitaliste.

Or, que font les dirigeants politiques et syndicaux révisionnistes et réformistes de tout poil ? Comme en 1968 pour les étudiants, ils s'emploient à dresser les travailleurs ; et en particulier les cheminots, contre les paysans.



Cheminots et paysans à Redon, fin 67.

Ainsi, le 24 mars 1971 à la réunion du comité mixte professionnel régional « Exploitation de la région méditerranéenne », les représentants du personnel, cadres et exécution (C.G.T. en majorité, C.F.D.T., autonomes) ont demandé de façon impérative que le glaive de la justice bourgeoise s'abatte sur les manifestants viticulteurs.

Voici, en effet, ce que dit, entre autres, le procès-verbal de la réunion :

« Les manifestations d'agriculteurs et de viticulteurs ont perturbé le service en divers points de la région. Les représentants du personnel notent qu'elles vont à l'encontre des intérêts de la S.N.C.F., et qu'elles tendent à prendre la forme d'attentats (...) Ils s'inquiètent des mesures prises ou à prendre par la S.N.C.F., et désiraient être renseignés sur les plaintes déposées, le paiement

### AVIGNON :

## agression fasciste

Le camarade Serge Peyremorte, secrétaire du syndicat C.G.T. des cheminots d'Avignon, a été victime d'une tentative d'agression le 15 juin.

Les militants cheminots marxistes-léninistes, qui apprécient l'esprit de classe et le courage des camarades dirigeants du syndicat d'Avignon, ne partagent cependant pas leurs illusions sur les possibilités d'infléchir la ligne des dirigeants révisionnistes sans engager contre eux une lutte résolue et publique, sans aucune concession.

Mais ils pensent que Peyremorte, comme certains autres militants encore membres du P.C.\*F. et de la C.G.T., jouent un rôle positif en luttant sans esprit de recul contre l'exploitation capitaliste. Ces travailleurs avancés rejoindront, tôt ou tard et pour le moins dans leurs actes, les rangs de l'avant-garde révolutionnaire.

Les cheminots marxistes-léninistes condamnent solennellement l'agression fasciste dont Peyremorte a été l'objet, et mettent en garde la classe ouvrière contre toute tentative d'exploitation de cette agression par les dirigeants révisionnistes, briseurs de grève et complices du pouvoir qui, tôt ou tard (si ce n'est déjà commencé), lanceront à leur tour de perfides attaques contre ce militant prolétarien, s'ils ne parviennent pas à le neutraliser.

vent leur cours (...) A la demande des représentants du personnel, le bilan des dégâts sera repris en annexe à la situation générale. »

Ainsi, après avoir applaudi à la répression de Pampidou-Marcellin contre les jeunes révolutionnaires, les réviso-réformistes appellent-ils aujourd'hui la justice bourgeoise à sévir contre les paysans.

Ils regrettent « la passivité du service d'ordre ». On croit rêver ! Les flics de Marcellin ne cogent pas assez dur, aux yeux des bonzes et bonzillons !

Et que penser de ces délégués qui ont plus le souci des « intérêts de la S.N.C.F. », c'est-à-dire de l'Etat-patron capitaliste, que de la défense du peuple travailleur ?

Il y a eu des dégâts, certes. Mais c'est l'Etat des monopoles et lui seul qui est responsable.

Les paysans suivent parfois de mauvais bergers ? A qui fera-t-on croire que le meilleur moyen de les tromper est d'appeler sur eux la répression policière et judiciaire ?

De nombreux cheminots, y compris des militants de toutes les organisations ont été indignés de l'attitude de leurs « représentants », dès qu'ils en ont eu connaissance.

Les cheminots comme tous les travailleurs savent que la paysannerie laborieuse est l'allié naturel du prolétariat dans la lutte pour le socialisme libérateur.

Et en cette année, centenaire de la Commune, ils se souviennent de ces paroles de l'Internationale :

« Ouvriers, paysans nous sommes Le grand parti des travailleurs » Bonzes de toute couleur, vous devez un jour rendre compte de cette nouvelle trahison devant les ouvriers et paysans, unis malgré vous.

Correspondant H.-R.

# UNE ÉTUDE DE GILBERT MURY "ALBANIE, TERRE DE L'HOMME NOUVEAU"

Depuis 1968, nous avons eu des désaccords avec Gilbert Mury, c'est bien connu. Mais nous ne sommes nullement gênés en écrivant que son livre est un excellent document sur l'Albanie, car nous n'avons pas avec l'auteur de contradictions sur ce sujet. Mieux, nous en recommandons la lecture à tous nos amis et camarades, et plus généralement, à tous ceux qui sont intéressés par l'expérience albanaise.

Après une brève présentation historique de l'Albanie, où il rappelle notamment qu'une fois déjà dans l'histoire de l'Europe le peuple albanais, sous la direction de Georges Kastrioti (plus connu sous le nom que lui donnèrent ses ennemis ottomans Skander Berg) arrêta pendant plus d'un quart de siècle (de 1443 à 1468) le déferlement de l'invasion turque.

Mury n'exagère nullement quand il indique en substance que cette résistance à 1 contre 15 changea le cours de l'histoire en Europe.

Le passé explique le présent, dans ses aspects positifs (le courage indomptable que le peuple albanais a toujours montré à travers les vicissitudes de l'Histoire) comme dans ses aspects négatifs (l'Etat arriéré de l'économie albanaise, et les mœurs réactionnaires, legs des oppresseurs turcs et du régime féodal de Zof).

L'auteur rappelle, fort justement, ces aspects négatifs qui constituaient un terrible handicap pour les communistes albanais lorsque ceux-ci prirent le pouvoir en 1944 à l'issue de la lutte de libération nationale menée à bien sous leur direction.

Une économie moribonde, peu de routes, ponts détruits, pas de chemins de fer, industrie quasi-inexistante, agriculture féodale, tel est le tableau que Gilbert Mury dresse, chiffres à l'appui. Il indique ensuite les étapes de la reconstruction de l'Albanie dévastée par les hordes fascistes allemandes et italiennes, puis de la construction d'une économie socialiste jusqu'au point où elle est arrivée aujourd'hui.

Sans aucun « triomphalisme », on peut dire que l'Albanie socialiste constitue une vivante réfutation pour tous ceux, économistes, philosophes ou politiciens bourgeois, qui se sont empressés, sur la base de la faillite révisionniste, de dresser l'acte de décès du socialisme. Au cours de l'année 1970, rappelons-le en passant, l'électrification totale de l'Albanie a été achevée, alors qu'en France et en Italie, vieux pays industriels, de nombreux villages et fermes isolés en sont encore à l'âge de la lampe à pétrole !

Mais ce qui intéressera surtout les lecteurs, ce sont les chapitres consacrés à la vie quotidienne, à la vie à l'usine, au rapport entre le travail manuel et le travail intellectuel, à la place de la femme et à celle de l'enfant dans la société. Le caractère ouvert, détendu, amical de la vie de tous les jours y est mis en évidence, à l'aide de faits précis. Assuré quant à son avenir, étranger à toute conception individualiste et arriviste de la vie (rappelons que la hiérarchie des salaires, « du manoeuvre au ministre », pour employer la formule de Mury, est, en Albanie, de 1 à 3), délivré de tout problème de loge-

ment (loyer « de principe » calculé en pourcentage du salaire), respecté dans sa dignité d'homme (pas de pendule pointeuse à l'entrée des entreprises et des bureaux), l'Albanaise et l'Albanais ont, en effet, toutes raisons de montrer un visage serein à l'étranger encore mal remis de la frénésie de la vie dans les métropoles capitalistes bruyantes, polluées et tentaculaires. Toutes les questions concernant l'hygiène, la santé, le logement, les loisirs, sont traitées de façon claire et de nombreux lecteurs y trouveront matière à comparaisons avec la situation en France. Et ces comparaisons ne sont certes pas à l'avantage de la France capitaliste.

D'aucuns seront surpris de la place tenue dans ce livre, par la situation de la femme dans l'Albanie socialiste. C'est que pour le Parti du Travail d'Albanie, la formule selon laquelle « les femmes constituent la moitié de l'humanité » n'est pas une formule de campagne électorale et de banquets, oubliée aussitôt que prononcée. Dans ce pays, où les traditions musulmanes (pour 70 % de la population) ou orthodoxes avaient

gardé tous leurs aspects de l'époque médiévale, la femme n'était que la propriété du mari. Celui-ci pouvait, selon le droit coutumier, la battre, l'attacher, la répudier à sa guise. Voilée, confinée aux travaux domestiques, c'était, ni plus ni moins, une esclave.

L'Albanie socialiste en a fait un être libre et égal de l'homme, ce qui n'a pas été sans problèmes, au début. Il n'est pas rare aujourd'hui que des femmes ou mêmes des jeunes filles dirigent des usines importantes ou des administrations. Un effort sans parallèle en Europe a été fait pour délivrer effectivement la femme des tâches domestiques. Un chiffre seulement : l'Albanie (2 millions d'habitants) offre légèrement plus de places en crèches que la France (50 millions d'habitants) !

Mury montre également que, comme son compagnon, la femme albanaise n'est pas seulement libérée sur le plan économique et social.

En effet, limitée à ces seuls aspects, une telle libération contient en germe, sinon le retour à l'état de choses antérieur, mais au moins le risque d'un blocage de l'évolution.

L'exemple de l'U.R.S.S. le prouve à l'évidence. C'est en cela que l'Albanie nouvelle est vraiment la terre de l'homme, et de la femme, nouveaux.

Disparition de l'individualisme et des stimulants matériels, cadres astreints à des périodes, parfois longues, de travail manuel, élimination de tout rapport bureaucratique, disparition progressive, et déjà achevée pour l'essentiel, de l'instinct de propriété, telles sont les caractéristiques de la société albanaise en 1970.

Nous regrettons de ne pouvoir parler plus longuement de ce livre qui met en lumière tous les aspects neufs et enrichissants de l'expérience albanaise, menée à bien, dans les conditions difficiles que l'on sait, par le peuple albanais et son Parti du Travail dirigé par cet éminent dirigeant et penseur marxiste-léniniste qu'est le camarade Enver Hoxha.

Lisez ce livre, faites-le lire autour de vous, c'est un livre utile, juste, fraternel, et, ce qui ne gêne rien, bien écrit et facile à lire.

Hugues DEGENOST

En vente à la librairie Le phénix.  
L'exemplaire : 14,80 F.  
(Editions Maspéro.)

## LE CAPITALISME PÉRIRA LE SOCIALISME TRIOMPHERA (Fin)

Suite de l'article publié par l'agence Hsinhua, le 15 mai, paru dans les numéros 106, 107, 108 et 109 de l'H.-R. :

« ... Contrairement à l'impérialisme qui vit de finances déficitaires, de taxes exorbitantes imposées, de papier-monnaie et titres émis à l'excès ainsi que de dettes extérieures, la Chine est un pays qui n'a jamais perçu l'impôt sur le revenu privé, et ses finances sont toujours guidées par le principe consistant à augmenter la production, à pratiquer l'économie et à maintenir la balance entre recettes et dépenses. Aux premiers jours de la fondation de la Chine nouvelle, nous avons émis un certain nombre d'emprunts intérieurs de l'Etat destinés à l'édification socialiste du pays et avons emprunté en même temps à l'Union Soviétique, alors sous la direction de Staline, des prêts qui ont été versés pour l'essentiel dans la guerre de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée. Toujours fidèle au principe de l'acquiescement des dettes à l'échéance fixée, nous avons remboursé ces dettes extérieures au début de 1965, soit un an avait terme : quant aux emprunts intérieurs de l'Etat, ils ont été entièrement remboursés à la fin de 1968. C'est ainsi que notre pays est d'ores et déjà un pays socialiste sans dettes extérieures ni extérieures. Depuis 1969 en particulier, guidées par la ligne de l'unité et de la victoire du 9<sup>e</sup> congrès du Parti et avec le développement vigoureux de la production industrielle et agricole, nos finances ont connu une prospérité sans précédent. 1970 est une année record depuis la fondation de la Chine nouvelle en ce qui concerne le

montant de recettes et leur augmentation. Cette solide base financière constitue une garantie importante de la stabilité constante du renminbi.

Contrairement à la pratique de l'impérialisme qui se livre à l'expansion et au pillage à l'étranger ainsi qu'à l'exportation du capital, pratique qui cause d'énormes déficits dans sa balance de paiements internationaux, notre pays persévère toujours dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, combat la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme et soutient la juste lutte des peuples des divers pays. Notre commerce extérieur et notre aide accordée à l'étranger s'effectuent et se développent à la lumière des principes de l'égalité, de l'avantage réciproque ainsi que des échanges mutuels pour se procurer réciproquement ce qui leur manque. Toujours contrairement à la pratique de l'impérialisme qui se sert de monnaie comme d'instrument pour l'exploitation et le pillage à l'étranger, la Chine adopte, dans son commerce extérieur, le renminbi pour fixer les prix et régler les comptes, de sorte qu'il puisse servir les échanges commerciaux et économiques entre la Chine et d'autres pays qui, eux

aussi, reposent sur l'égalité et l'avantage réciproque. En conséquence, la Chine garde toujours une balance légèrement favorable dans ses paiements internationaux en devise. C'est là un autre facteur important de la stabilité constante des finances et de la monnaie de notre pays.

Tous les brillants succès remportés par la Chine dans les domaines financier et monétaire et le fait que le renminbi chinois est l'une des quelques monnaies hautement stables dans le monde sont dus à la direction de notre grand dirigeant, le président Mao, ainsi que du Comité Central du Parti dirigé par lui et le vice-président Lin Biao. Ce sont les victoires de la pensée maotse-toung. Les victoires de la grande révolution culturelle prolétarienne et les victoires dues à l'application de la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao.

Le contraste frappant entre deux sortes de finances et de monnaies sous les deux régimes sociaux différents nous montre clairement la tendance générale de l'évolution de la société contemporaine : le capitalisme périra, le socialisme triomphera. Telle est une loi objective, indépendante de la volonté humaine.

### LISEZ « PEKIN INFORMATION »

Dans ses numéros 23 et 24 du mois de juin, « Pékin Information » relate la visite en Chine de la Délégation du Parti et du Gouvernement de Roumanie conduite par Nicolae CEAUSESCU.

Le communiqué commun sino-roumain et les discours de N. Ceausescu et Chou En Lai y sont publiés intégralement.

On y trouve également une étude sur le 4<sup>e</sup> Plan d'expansion militaire du gouvernement SATO, intitulé : « Le militarisme japonais se démasque », et un éditorial du « Renmin Ribao » sous le titre : « Salut à l'héroïque population du Sud-Vietnam ».

« Pékin Information » est en vente à la librairie Le Phénix, 72, bd de Sébastopol, PARIS-3<sup>e</sup>. Prix : 0,35 F.

## ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	Heures de Paris	Longueurs d'onde en m		Heures de Paris	Longueurs d'ondes en m
<b>PÉKIN</b>	19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;	<b>TIRANA</b>	6 h	
	20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;		16 h	
	21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;		17 h	sur 31 et 42 m ;
	22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.		19 h	
			21 h		
			22 h		sur 31, 42 et 215 m ;
			23 h 30		sur 31 et 41 m.

# LA PUBLICATION DU "RAPPORT MAC NAMARA" LA FORCE DE LA VERITE

La presse américaine publie le « Rapport Mac Namara » qui fait le bilan de « l'engagement » américain au Vietnam depuis 1954. De surprise en surprise, l'Américain honnête et trompé découvre que ses dirigeants sont de fiers menteurs. La nature de « l'engagement » du champion du monde libre apparaît avec une vérité brutale : c'est une agression longuement mûrie et organisée par le Pentagone...

Cette vérité, voilà des années que les combattants vietnamiens la claquent avec force ; voilà des années que ceux qui soutiennent effectivement le peuple vietnamien la popularisent de par le monde. Pour eux, pour nous, le « Rapport Mac Namara » n'est pas une nouveauté. Une confirmation que renforcent de nombreux détails mal connus de la politique impérialiste.

## LA LOGIQUE DES AGRESSEURS

Et ces détails ne manquent pas d'intérêt. Car ils mettent en évidence la logique des agresseurs yankees.

— 1954 : Le gouvernement Eisenhower — Nixon est alors vice-président — s'efforce de dissuader la Conférence de Genève d'organiser des élections générales au Vietnam et envisage une intervention militaire.

Raison avouée : ce serait la victoire de Ho Chi-Minh.

— 1961 : Kennedy approuve un programme « d'infiltrations » au Laos. Déjà !

— Février 1964 : Des actions clandestines — intitulées Opérations 34 A — sont menées contre la République Démocratique du Vietnam.

Aveu de taille pour qui connaît la musique yankee concernant l'agression du Nord contre le Sud !

— Avril 1964 : Johnson décide les bombardements sur la République Démocratique du Vietnam CINQ MOIS AVANT « l'incident du Golfe du Tonkin ». Rappelons que cet incident — attaque soi-disant menée par la République Démocratique du Vietnam contre deux destroyers américains — FUT DEPUIS BIEN TOT 10 ANS LE PRETEXTE OFFICIEL DES BOMBARDEMENTS systématiques de la République Démocratique du Vietnam.

Ces exemples tirés du très officiel rapport américain suffisent pour caractériser « l'intervention militaire » U.S. au Vietnam : des actes de bandits qui s'efforcent — en vain — d'étouffer la voix du peuple vietnamien... Quant aux raisons de l'agression, elles sont expliquées sans pudeur : si le gouvernement de Saigon n'est pas à la solde de Washington :

« presque toute l'Asie du Sud-Est tombera sans doute sous la domination communiste qui risque de s'étendre aux Philippines, à l'Inde, à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande, à Taïwan, à la Corée du Sud et au Japon. »

Jamais les Yankees n'ont avoué le rôle de gendarme international et d'ennemi n° 1 de la libération des peuples avec autant de cynisme... L'agression contre le peuple vietnamien, c'est l'agression contre tous les peuples en lutte pour la liberté.

## RIEN N'EST CHANGE

La publication du « Rapport Mac Namara » a jeté la panique dans les

milieux politiques américains. Nixon entre en guerre contre la presse, de peur de voir ses forfaits actuels dévoilés ; Johnson réécrit des tomes entières de ses Mémoires ! Et tous les faucons d'hier roucoulaient comme des colombes : « C'est terrifiant, abominable... Nous n'étions pas au courant... », etc. Mensonges que tout cela ! Rafrachissons la mémoire de tous ces politiciens impérialistes ; le 6 août 1964, quelques jours après l'incident du Golfe du Tonkin, le journal *The Guardian* le commentait en ces termes :

« Beaucoup de personnes, et pas seulement les communistes, seront tentées de soupçonner que les attaques de l'aviation américaine et les grandes manœuvres de la force militaire U.S. dans le Sud-Est Asiatique font partie d'un plan longuement mûri et n'attendaient qu'une occasion opportune — qu'on peut d'ailleurs fabriquer facilement — pour se déclencher. Après tout, l'attaque contre le Nord-Vietnam (c'est ce qui vient de se passer) a été ces derniers mois l'objet de nombreuses conversations à Washington. »

Derrière Kennedy, Johnson, Nixon les politiciens américains se sont saisi dans l'agression contre le peuple vietnamien. Aujourd'hui, devant leurs échecs politique et militaire et l'éveil progressif du peuple américain, ils tentent de se faire une vertu... Utilisons les « révélations » du « Rapport Mac Namara » pour les démasquer et dénoncer avec plus d'efficacité encore les crimes de la politique impérialiste contre les peuples !

Fédération des Etudiants  
d'Afrique Noire en France  
Union Générale des Etudiants  
au Congo Kinshasa

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### HALTE A LA REPRESSION AU CONGO KINSHASA

Le 4 juin 1971, les étudiants congolais de l'Université Lovanium commémorèrent — comme il est de droit — le souvenir de leurs 120 camarades tombés sous les balles de l'Armée « Nationale » Congolaise (A.N.C.), il y a deux ans.

Le détachement de l'A.N.C. détaché sur les lieux a ouvert le feu, faisant plus de 7 morts. Non contents de cette sanglante répression, les autorités — en contradiction avec la formation de cadres qu'elles préparent — ont décidé :

— La fermeture de l'Université de Lovanium pour une durée indéterminée ;

— L'arrestation d'un certain nombre de professeurs ;

— L'enrôlement de tous les étudiants congolais de Lovanium dans l'armée pour deux ans ;

— Les « déserteurs », déferés devant un conseil de guerre, sont condamnés à 5 et 10 ans de prison ;

— Une menace de mort sur 19 « meneurs » faussement accusés d'avoir comploté contre la personne du général-président ;

— Les étudiants de l'Université Lumumbashi qui ont manifesté leur solidarité avec leurs camarades de Lovanium ont été enrôlés pour 7 ans dans l'armée.

Ainsi, à la détermination du peuple congolais et de sa jeunesse de lutter contre le néo-colonialisme, la dictature fasciste et sanguinaire de Mobutu oppose les baïonnettes. Garantir par le feu et par le sang le développement des intérêts impérialistes, principalement américains, assurer la stabilité indispensable aux investissements néo-colonialistes, telle est la politique de Mobutu.

La Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France et l'Union Générale des Etudiants Congolais en France condamnent avec la plus grande énergie les ignobles crimes du sinistre Mobutu qui a fait du Congo un immense champ de terreur.

Elles appellent l'opinion démocratique et les organisations anti-impérialistes à manifester leur solidarité avec le peuple congolais et sa jeunesse en lutte contre le régime exécrable et autocratique du général-président Mobutu, assassin du grand patriote africain Lumumba, et à exiger la libération de nos camarades détenus ou incorporés arbitrairement dans l'armée.

PARIS, LE 17 JUIN 1971

Le Comité Exécutif  
de la F.E.A.N.F.

Le Comité Exécutif  
de l'U.G.E.R.

hauts fonctionnaires du régime ; que des grèves ouvrières se multiplient. Le peuple marocain relève la tête pour secouer le joug qui l'opprime. Solidaires des accusés de Marrakech, soutenez et popularisez sa juste lutte !

A BAS LE REGIME FEODAL  
D'HASSAN II !

A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS  
ET AMERICAIN !

LIBERTE POUR LES DETENUS DE  
MARRAKECH !

## La lutte du peuple marocain

### La grève des mineurs de Kettara

Kettara, ce nom est venu doter les masses d'un nouvel exemple de luttés. « Ouled Khalifa et Kettara » ont retenti comme le signe de l'ébranlement des masses et de leur refus d'accepter l'injustice et l'oppression.

Kettara, située à 40 kilomètres au nord-est de Marrakech, dans le paysage aride des Jebilet, est devenue une mine importante. Elle est exploitée par le Bureau de recherches et de participation minières, organisme de l'Etat.

400 ouvriers y travaillent, dans des conditions qui se situent en dehors mêmes des garanties légales que le prolétariat minier avait conquises après l'indépendance.

Ils sont payés 6 dirhams (1) par jour, alors que le salaire minimum légal à Marrakech est de 8,25 dirhams.

A Kettara aucune surveillance médicale n'est faite et les ouvriers atteints de silicose sont déclarés comme tuberculeux.

Pour ajouter à cette situation dramatique, un chef de service, protégé de la direction, se permet de faire la cour à leur femme pendant que les ouvriers sont au fond...

Après une série de grèves et de débrayages, le lundi 19 au matin est notifiée la décision du licenciement de 7 responsables syndicaux et délégués du personnel, alors que la loi interdit une telle procédure. Aussitôt les mineurs du fond ont riposté. A 14 heures, alors que l'équipe du matin doit être remplacée par celle de l'après-midi, elle décide de rester au fond, où elle est rejointe par l'équipe de l'après-midi ; l'occupation du fond est décidée jusqu'à la réintégration des 7 licenciés. Au total, 109 ouvriers sont au fond.

Le Caïd envoie alors quatre camions de mokhaznis (3) bloquer les accès de la mine, empêchant ainsi leurs familles et leurs camarades de leur apporter tout ravitaillement.

Ce siège dura deux jours. Les ouvriers du fond qui disposent de 40 quintaux de dynamite pour les travaux du fond menacent de s'en servir pour faire évacuer les mokhaznis. En même temps ils électrifient toutes les entrées de la mine pour en contrôler l'accès.

Le pouvoir doit alors reculer et il fait retirer les mokhaznis.

Les mineurs sont désormais les maîtres de la situation. La solidarité se met en place. Les 300 ouvriers restés au jour organisent le ravitaillement de leurs camarades du fond et des familles de ses camarades. Les épiciers de Kettara font crédit au comité de grève. De Marrakech, des lycéens et des militants avisés viennent manifester leur solidarité. Les ouvriers de Marrakech apportent leur aide. Les mineurs de Kouribga et Youssoufia assurent par télégramme leurs camarades de Kettara de leur solidarité.

La lutte se prolonge 11 jours jusqu'à ce que la direction fasse la promesse aux ouvriers que leurs camarades seront réintégrés et l'ensemble de leurs revendications accordées. Mais les mineurs veulent des décisions précises ; c'est dans la nuit, à 1 heure du matin, que la liste nominative des sept ouvriers réintégrés leur parvient.

Alors, et alors seulement, les 109 mineurs remontent du fond, retrouvent dans l'allégresse de la victoire leurs 300 camarades de la surface, retrouvent leurs familles et leurs enfants.

Avec eux, ils seront le jour même à la grande manifestation de la classe ouvrière et du peuple à Marrakech.

Correspondant de Casablanca

(1) 1 dirham = 1 F (français).  
(2) Caïd : équivalent du sous-préfet.  
(3) Mokhazni : C.R.S. rural.

## PROCES DE MARRAKECH PROCES DU PEUPLE

Le procès qui s'est ouvert le 14 juin à Marrakech vise 193 personnes dont la plupart encourent la peine capitale ou la réclusion criminelle à perpétuité.

Les preuves retenues par le Tribunal criminel — après que le Tribunal militaire se soit déclaré incompétent — sont extrêmement minces pour étayer l'accusation « d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat ».

Notons que deux des accusés ont été livrés à Hassan II par le sinistre Franco !

Les accusés arrivent chaque jour, les mains enchaînées derrière le dos. Malgré les incessantes interruptions du Président du tribunal et du Procureur du roi, ils ont vigoureusement dénoncé les tortures qui leur ont été infligées et les prétendus « aveux » qu'on leur impute.

Leur composition sociale permet de saisir le véritable objet de ce procès unique : 45 ouvriers, 37 ouvriers agricoles et paysans pauvres, 7 artisans, 19 petits commerçants, 22 fonctionnaires, 26 intellectuels...

A travers eux, c'est le peuple marocain qui est jugé. Le régime veut en effet éliminer l'opposition progressiste (la plupart des accusés sont membres de l'Union Nationale des Forces Populaires - U.N.F.P.), anihiler toute tentative de révolte du peuple marocain.

Rappelons qu'au début de l'année, à Ouled Khalifa, l'armée et la police ont noyé dans le sang une révolte de paysans qui voulaient récupérer leurs terres, accaparées jadis par les colons, maintenant par quelques

# DÉFENDONS SANS RÉPIT LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

Le pouvoir, engagé dans la fascisation de l'Etat, attaque de façon de plus en plus ouverte les libertés démocratiques fondamentales : atteintes répétées à la liberté d'expression, de la presse, d'association, de réunion, de manifestation, atteintes aux libertés syndicales, au droit de grève, se succèdent. Le but de la bourgeoisie est clair : liquider progressivement les libertés démocratiques.

Déjà, lors du XIX<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S., Staline déclarait : « Le drapeau des libertés démocratiques bourgeoises est jeté par dessus bord. Je pense que ce drapeau, c'est à vous, représentants des partis communistes et démocratiques, de le relever et de le porter en avant si vous voulez rassembler autour de vous la majorité du peuple. Nul autre que vous ne peut le relever ».

Plus que jamais les marxistes-léninistes et la classe ouvrière doivent être convaincus de l'importance de la défense des libertés démocratiques, de la nécessité de les défendre pied à pied, résolument, jour après jour. Pour que ce combat soit mené à bien, deux points de vue doivent être impitoyablement combattus. D'une part, le point de vue révisionniste qui entretient des illusions dangereuses sur les libertés démocratiques bourgeoises, qui prétend qu'elles permettraient à elles seules aux travailleurs d'instaurer leur pouvoir, qui désarme la classe ouvrière, la livre pieds et poings liés à la bourgeoisie. D'autre part, le point de vue gauchiste (au sens de Lénine) qui sous prétexte que ces libertés ne prennent toute leur signification que pour les exploités, prétend que la classe ouvrière n'a pas à les défendre, que cela renforce ses illusions. Déjà Lénine combattait ce point de vue lorsqu'il déclarait : « Ce serait une erreur radicale de croire que la lutte pour la démocratie est susceptible de détourner le prolétariat de la révolution socialiste, ou de la masquer, de la voiler, etc. Au contraire, de même que le socialisme victorieux est impossible sans réaliser la démocratie complète, de même le prolétariat ne peut se préparer à vaincre la bourgeoisie sans mener une lutte détaillée, conséquente et révolutionnaire pour la démocratie ».

Entre ces deux écueils, il n'y a qu'une voie : celle du marxisme-léninisme.

## DES LIBERTÉS SURTOUT POUR LA BOURGEOISIE

La bourgeoisie voudrait faire croire que les libertés d'expression, de la presse, d'association, etc. signifient que les exploités et les exploités

ont les mêmes droits, les mêmes libertés.

Mais Lénine dans sa lutte contre les révisionnistes d'hier, les Kautsky et autres, nous l'a enseigné inlassablement et la vie nous le confirme quotidiennement. Ces libertés ne sont *rien* que des libertés *bourgeoises* : la bourgeoisie monopoliste possède les moyens de production, l'Etat est à son service, elle détient les grands moyens d'information, les meilleures imprimeries, les meilleurs stocks de papier, elle contrôle les circuits de distribution de la presse, etc. La classe ouvrière se trouve très largement exclue de l'utilisation de ces libertés par une multitude d'impossibilités matérielles et autres.

Nos lecteurs savent bien les énormes difficultés que doit affronter notre journal, leur journal, pour vivre et se développer, les sacrifices de toutes sortes que cela impose, le combat permanent qui doit être mené.

C'est surtout cela que recouvrent les libertés démocratiques bourgeoises. Liberté pour les capitalistes d'exploiter les travailleurs, de leur mentir, de s'organiser pour les exploiter plus encore.

Mais les libertés démocratiques bourgeoises ne sont pas que cela.

## DES LIBERTÉS ARRACHEES PAR LA LUTTE

Par des luttes acharnées et nombreuses, des sacrifices sans nombre, des souffrances sans bornes, les travailleurs ont réussi au long des années, dans des combats classe contre classe, à arracher des libertés pour eux-mêmes.

Pour que le droit de grève soit acquis les ouvriers ont dû souffrir de la faim, affronter la mort, combattre l'armée, subir la prison. Et il en a été de même pour toutes les autres libertés. Car la bourgeoisie ne cède JAMAIS que devant la force des exploités. Elle n'accepte jamais de bon gré que les travailleurs puissent défendre leurs intérêts. Sa loi, c'est toujours l'exploitation maximum.

Aussi limitées qu'elles soient, ces libertés conquises permettent aux travailleurs de mieux combattre pour la défense de leurs intérêts immédiats et à long terme, de s'organiser pour leurs revendications, à leurs organisations de classe de faire connaître plus largement leur ligne, de propager plus largement les idées marxistes-léninistes. Si l'utilisation de ces libertés ne constitue pas l'aspect principal du combat de la classe ouvrière, elle permet néanmoins à la

lutte des exploités de prendre toute son ampleur.

## LA BOURGEOISIE EN CRISE VEUT LIQUIDER CES LIBERTÉS

La bourgeoisie ne tolère ces libertés qui lui ont été imposées que dans la mesure où elles ne remettent pas fondamentalement en cause sa domination, tant qu'elle a une marge de manœuvre qui lui permet d'exploiter les travailleurs sans trop de difficultés.

Mais au fur et à mesure que la crise du capitalisme s'approfondit, la bourgeoisie n'a plus qu'un recours : l'exploitation sans borne des travailleurs. Et pour cela, il lui faut liquider tout ce qui entrave cette exploitation, tout ce qui la gêne. La bourgeoisie ne peut pas accepter que les travailleurs puissent défendre leurs intérêts de classe.

Au fur et à mesure que la classe ouvrière prend conscience de la nécessité de la révolution prolétarienne, qu'elle rejette les agents de la bourgeoisie infiltrés dans ses rangs, que l'esprit révolutionnaire se développe dans les masses, la bourgeoisie cherche à éliminer tout ce qui peut favoriser la révolution prolétarienne.

## DEFENDRE CES LIBERTÉS, C'EST DEFENDRE LES INTERETS DU PROLETARIAT

Defendre les libertés démocratiques, c'est combattre pour la révolution prolétarienne. C'est vouloir que la classe ouvrière affronte la bourgeoisie dans les meilleures conditions. C'est refuser que les fruits des combats acharnés de la classe ouvrière lui soient repris. Nous savons trop que si la classe ouvrière laisse reprendre ses acquis, après, la lutte n'en est que plus difficile et les pertes plus grandes.

Defendre les libertés démocratiques, c'est alimenter les difficultés et la crise de la bourgeoisie. Si elle liquide ces libertés c'est parce qu'elles sont contraires à ses intérêts, les défendre c'est plus que jamais défendre les intérêts du prolétariat, c'est renforcer sa position face aux exploités.

C'est aussi renforcer l'isolement de la bourgeoisie, c'est rallier dans la lutte de nombreux travailleurs qui sans être encore conscients de la nécessité de la révolution prolétarienne n'en sont pas moins fermement attachés aux fruits des combats de la classe ouvrière.

## COMMENT LES DEFENDRE ?

Les dirigeants révisionnistes ont souvent à la bouche « la défense des libertés démocratiques ». Mais que font-ils réellement ? Ils se contentent de déclarations de principe, de vœux pieux, de protestations verbales à l'Assemblée et au Sénat. Dans certains cas, ils appellent ouvertement à la limitation de ces libertés ainsi pour la loi dite anti-casseurs. Ils ne défendent pas les libertés démocratiques.

Defendre les libertés démocratiques c'est appeler les masses à l'action résolue sous toutes les formes contre toute menace contre les libertés démocratiques. C'est agir avant qu'elles ne soient limitées. C'est unir tout ce qui peut être uni, unir tous ceux qui luttent véritablement pour la défense des libertés démocratiques. C'est avant tout unir la classe ouvrière à la base et dans l'action sur de justes positions, c'est combattre tous ceux qui divisent la classe ouvrière au cri d'unité. C'est par l'unité profonde de la classe ouvrière que passe la défense des libertés démocratiques.

Defendre les libertés démocratiques, c'est rapprocher l'heure de la révolution prolétarienne, de l'instauration de la dictature du prolétariat. Alors seulement ces libertés pourront se réaliser pleinement, car alors le pouvoir sera entre les mains de la classe ouvrière.

A BAS LES ATTEINTES AUX LIBERTES DEMOCRATIQUES !

VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE !

André Colère

## N'OUBLIONS PAS GILLES TAUTIN !

N'oublions pas Gilles Tautin, féroce assassiné par les flics du capital, à Flins il y a trois ans. Gilles, notre camarade, jeune marxiste-léniniste ardent et pur, brillant exemple de la jeunesse intellectuelle prête à se mettre au service de la classe ouvrière et du peuple de notre pays.

N'oublions pas Henri Blanchet et Pierre Beylot, ouvriers de Sochaux lâchement abattus par les « forces de l'ordre » devant les usines Peugeot, qui ont donné leur vie pour la cause de leur classe !

N'oublions pas car leur lutte est notre lutte. Chaque jour, le capital frappe dans les usines et sur les chantiers. Pour maintenir sa domination, il n'hésite pas à frapper le peuple dans sa chair. Il y a un mois à peine, le capital colonialisateur a frappé à Fort-de-France : il a tué Gérard Nouvet avec des grenades offensives lancées contre des milliers de manifestants les mains nues.

Gilles Tautin, Gérard Nouvet : deux jeunes ont donné leurs jeunes vies pour que chantent des lendemains radieux. A Fort-de-France, pour l'indépendance de son pays mis en coupe réglée par le colonialisme français. A Flins pour soutenir la lutte classe contre classe des travailleurs contre le capitalisme français.

Nous n'oublierons pas et suivrons leur exemple. Luttons sans craindre ni les épreuves ni la mort ! Il y a quelques jours, nous avons perdu notre camarade respecté François Marty. Sa disparition, celles de tous nos camarades qui ont lutté leur vie durant pour notre idéal libérateur pèsent lourd. Sachons transformer notre haine et notre douleur en force. Redoublons d'efforts.

## Un acte de répression

Chers Camarades,

Seul, je vendais « L'Humanité Rouge » au marché du boulevard Delambre, samedi matin à Argenteuil.

Contre le mur il y avait livres et revues : Marx - le manifeste communiste, Lénine - l'Etat et la Révolution, Staline - Les principes du léninisme, Mao - Les 4 essais philosophiques, J. Jurquet - Le printemps révolutionnaire de mai 68, quelques livres rouges : « les citations », « la révolution culturelle », « les 5 articles » et 2 numéros de « La Chine ».

Un type s'est approché de moi, c'était un flic en civil, il a demandé mes papiers, pris un n° de H.R. sur lequel il a relevé

mon nom et le nom de mes livres. Un car de police s'est arrêté devant nous, un flic a demandé s'il avait besoin d'aide, il a répondu « Non » et le car est reparti.

Il a voulu que je range mes affaires et que je le suive. Autour de nous plusieurs personnes regardaient.

Plus tard, le car est repassé, les flics ont ramassé mes livres et journaux et ils m'ont fait monter. J'ai été relâché du poste de police à 16 heures.

Ce que veulent les flics, représentants du gouvernement, c'est que la classe ouvrière et tous les travailleurs d'Argenteuil ne lisent pas « L'Humanité Rouge ». Je suis un communiste, ancien

membre du P.-C.-F., j'ai compris qu'il y avait de gros bonnets qui le dirigeaient, pas des gens qui ont peu d'argent et qui travaillent beaucoup, mais des riches que la bourgeoisie engraisse pour trahir le peuple.

Il y a aussi à sa base des gens bien, influencés par les bâties de « l'Unité de la Gauche » et « du passage pacifique au socialisme », mais qui ont gardé en eux les saines idées de « l'Unité à la base et dans l'action » et de la lutte « Classe contre Classe ».

A ceux-là je m'adresse pour qu'ils rallient l'avant-garde Marxiste-Léniniste, fidèles aux principes de la Révolution Proletarienne et de la dictature du

Proletariat.

Je reviendrai vendre l'Humanité Rouge le samedi matin, car « les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé ».

A bas la bourgeoisie et ses flics !

A bas les idées bourgeoises au sein de la classe ouvrière !

Vive le marxisme-léninisme !

Pour l'épanouissement de l'homme dans une société sans classe :

le COMMUNISME !!

Un ouvrier diffuseur de l'H.R.